

*Initiatives ministérielles*

• (1720)

Quant à la neutralité, je crois savoir que cette taxe a été conçue pour produire des recettes équivalentes à celles qui découlent actuellement de la taxe sur les ventes des fabricants. Je crois également savoir que, comme l'a fait remarquer le vérificateur général, le Trésor fédéral perd quelque 350 millions de dollars par année à cause des sociétés de commercialisation.

D'autres signalent que la perte pourrait s'élever à 2 milliards de dollars par année à cause d'autres échappatoires fiscales, d'autres injustices, d'autres inéquités, d'autres dérobades. L'économie parallèle qui fleurit à l'heure actuelle aura bien du mal à survivre à cause de la structure multi-stades de la taxe.

De toute évidence, cette économie parallèle engendre des revenus sur lesquels le Trésor fédéral devrait percevoir sa quote-part. Si elle atteignait cet objectif, cette taxe serait un franc succès. Selon moi, elle pourrait générer d'autres revenus.

Il y a par ailleurs la perspective d'une embauche accrue dans les secteurs manufacturier et industriel. Il saute aux yeux que si notre secteur de production était libéré de l'obligation de payer l'impôt sur les intrants de production, tant directement que par le truchement de la taxe fédérale sur les ventes des fabricants, il se trouverait dans une position concurrentielle bien meilleure. Il devrait pouvoir accroître ses ventes et ses exportations et créer de nouveaux emplois. Au lieu de tarir la source, bien plus de gens apporteront d'eau au moulin.

Voilà bien ce qui caractérise les politiques du gouvernement actuel. Grâce à ces politiques, il y a actuellement 1 600 000 Canadiens de plus qui travaillent qu'il n'y en avait il y a à peine cinq ans sous le précédent gouvernement, qui a plongé le Canada dans un endettement catastrophique et qui a hypothéqué l'avenir des Canadiens.

**Une voix:** Vous avez doublé cette dette.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Le député dit que nous avons doublé la dette. En fait, le 31 mars 1985, nous avons hérité du précédent gouvernement une dette de 199 milliards de dollars. Les députés d'en face n'aiment pas entendre la vérité. La vérité, c'est que l'intérêt composé sur cette dette de 199 milliards de dollars est la cause de chaque cent d'augmentation de la dette nationale entre le 31 mars 1985 et le 31 mars 1990. Chaque cent d'augmentation de la dette

nationale représente tout simplement l'intérêt composé non payé sur les dépenses extravagantes de l'opposition.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Les députés de Fundy-Royal, Yorkton—Melville, Edmonton—Est et Gloucester ont tous demandé la parole en même temps. La présidence la donne au député de Fundy—Royal.

**M. Corbett:** Monsieur le Président, je suis très heureux d'entendre mon collègue énumérer d'une manière si succincte les avantages de la TPS. Je viens d'une région du pays qui dépend depuis des années de ses exportations, mais elle a souffert sous le régime de l'ancienne taxe de vente fédérale. Nous profiterons de la nouvelle TPS qui incitera les exportateurs de notre région à être plus concurrentiels. Elle aura pour effet, espère-t-on, de faire venir d'autres entreprises au Canada atlantique, comme c'est le cas depuis cinq ans.

Je veux dire aussi qu'il me fait plaisir de savoir pourquoi les consommateurs et tous les Canadiens ne devraient pas douter que les fabricants leur feront bénéficier des économies réalisées grâce à l'élimination de la taxe de vente fédérale et ce, pour les raisons qu'on a déjà énumérées.

Je me contenterai de faire remarquer que les députés de l'opposition disent souvent que 70 p. 100 de la population est contre la TPS. Selon mon expérience, au moins 70 p. 100 de la population est contre les taxes de toutes façons, quelle que soit la taxe ou le gouvernement qui l'impose.

Je veux demander à mon collègue comment, d'après lui, ses électeurs répondraient à la question suivante: «Êtes-vous en faveur des services du gouvernement?»

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Monsieur le Président, il y a véritablement un problème. Les Canadiens veulent qu'on maintienne les services. Ils ont été habitués à recevoir une foule de services du gouvernement fédéral, et il n'y a rien de mal à cela.

Ce qui est mal, c'est que les administrations précédentes n'ont jamais eu le courage de taxer suffisamment les Canadiens pour être en mesure de payer ces services et ces programmes. Il y a un mouvement qui s'appelle Resolution One. Comme le préconise ce mouvement, je pense qu'il aurait fallu déclarer en tout premier lieu, dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, que les hauts fonctionnaires du gouvernement doivent équilibrer leurs